

La proposition d'égaliberté, Étienne Balibar

Fabrice Flipo

▶ **To cite this version:**

Fabrice Flipo. La proposition d'égaliberté, Étienne Balibar. Mouvements : des idées et des luttes, 2010, 64, pp.145-147. 10.3917/mouv.064.0145 . hal-00958053

HAL Id: hal-00958053
https://hal.science/hal-00958053

Submitted on 11 Mar 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La proposition d'égaliberté
Etienne Balibar, PUF, 2010.

Par Fabrice Flipo.

Ce volume rassemble les principaux écrits produits par l'auteur au cours des vingt dernières années, dans le domaine de la philosophie politique. Etienne Balibar, élève d'Althusser, coauteur du célèbre *Lire le Capital*, auteur de *La philosophie de Marx*, de *Race, Nation, Classe* avec Immanuel Wallerstein, a clairement inscrit son parcours philosophique dans le sillon ouvert par Marx et Hegel. Avec Jacques Rancière, il se distingue dans ce courant par une évolution post-structuraliste qui reprend la thèse althussérienne d'une histoire sans Sujet mais pas sans « trace », terme qu'il reprend à Derrida. La trace que l'on retrouve partout dans l'histoire humaine, c'est ce qu'il appelle la « proposition de l'égaliberté », une combinaison de conflit et d'institution, de moments insurrectionnels et de réification dans la légalité, notamment sous la forme de la propriété, des droits de l'individu citoyen et des frontières de la communauté. Cet axe constitue le fil directeur de l'ouvrage qui est proposé ici, qui rassemble 14 textes dont une bonne partie a été rédigée à l'occasion de conférences et interventions.

« L'ouverture » qui précède les trois grandes parties qui structurent le recueil s'attache à expliciter « l'antinomie de la citoyenneté », comme ce qui met en crise le politique, l'institué, et lui confère son caractère démocratique. C'est la réciprocité des droits et des devoirs qui fonde la communauté, et non le consensus ou l'appartenance, et cette réciprocité est conquise, elle est historique, elle n'est pas donnée. Son horizon est celle de la co-citoyenneté universelle, thème que Balibar développe dans l'avant-dernier article. « L'égaliberté » est une exigence de liberté et d'égalité, l'un étant en tension avec l'autre, comme le montre l'auteur dans une discussion étroite de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (pp. 56-73), dans un rapport qui n'est pas sans rapport avec l'identité de l'identité et de la différence hégélienne. La liberté conserve une priorité, elle trouve à la fois sa limite et son effectivité dans l'égalité, qui garantit la prise en compte de l'individu, contre tous les totalitarismes, les despotismes de la majorité et les tyrannies des minorités dominantes (oligarchies, ploutocraties etc.). Liberté et égalité sont dans une relation réciproque instable (p75) qui est médiée par la propriété (de soi ou collective) et par la communauté (fraternité). Si la liberté n'est pas l'égalité, et réciproquement si l'égalité n'est pas la liberté, alors se produit la domination (p71). C'est pour cette raison, estime Balibar dans une analyse fine de « l'individualisme possessif » (McPherson), que pour Marx ce n'est pas dans l'abolition de la propriété privée que « l'expropriation des expropriateurs » trouve sa vérité mais dans un rétablissement de la propriété individuelle (ou « propriété de soi ») issue des conquêtes de l'ère capitaliste (p109). Ces conquêtes incluent les droits « sociaux » en tant que droits réels et matériels, socle de l'individualité moderne, que l'on peut caractériser par sa rupture avec tous les fondements naturels ou théologiques. La tension interne à l'égaliberté ne disparaitra pas, quand bien même l'abondance serait atteinte. Les socialismes du 19ème et 20 ème siècle sont restés prisonniers du progressismes et de l'étatisme, ce qui explique les dérives qui ont été observées (p35). Ils se sont fourvoyés dans une pensée mécanique plutôt que dialectique.

Pour Balibar le tournant néolibéral est une entreprise de normalisation et d'éradication de la confluctualité, un travail de « dédémocratisation », un dépérissement de la politique, le principe de représentation étant remplacé par le calcul. Le militantisme classique est lui-même touché par cette évolution aussi Balibar estime-t-il que les « espérances » reposent « entièrement sur l'existence de formes de résistance, de solidarité et d'invention collectives, de révoltes individuelles », que l'élargissement même des méthodes de gouvernance néolibérales tendent à produire (p49). Ces mesures, que l'on n'ose appeler des « politiques » tant elles semblent avant tout relever de la police, génèrent de « l'individualisme négatif », que Robert Castel a qualifié de « désaffiliation ». Les « droits sociaux » sont retournés sur eux-mêmes comme un piège : alors qu'ils permettaient à

l'individu de se constituer en communauté au sein de ce que Balibar appelle « l'Etat national-social », produit de ce qu'il juge être une « seconde modernité » (p141), une communauté plus « intensive », l'Etat ayant été forcé de reconnaître la valeur de la force de travail (p146) et ainsi permettre la création d'un espace public et d'une sphère politique inclusive (p34), le néolibéralisme « inverse la téléologie » (p126) et utilise ce cadre comme un moyen de police, confinant l'individu dans la sphère de la reproduction, à l'écart du travail, de l'activité créatrice, lui rappelant ses devoirs envers l'Etat et le privant peu à peu de ses droits. Ainsi se constitue une « sous-classe » d'individus exclus, de migrants, sans-papiers, descendants de l'immigration stigmatisés comme tels, et à l'opposé sur spectre ce que l'on pourrait appeler une « surclasse » (le terme n'est pas de l'auteur), puissante et riche, qui choisit quant à elle de cesser de se soumettre à l'exigence de réciprocité. Se (re)constituent ainsi ce qui semble être des « statuts » prémodernes (p334), d'un côté les riches qui ont des droits sans aucun devoir, et de l'autre les exclus qui n'ont que des devoirs et aucun droit. On ne saurait mieux illustrer les conséquences révoltantes d'une liberté qui s'étend sans l'égalité.

La forme extérieure de nombreux événements récents s'explique bien quand la dynamique néolibérale est replacée dans une perspective postcoloniale. Le débat sur le « foulard » (2004) est largement surdéterminé par le fait que l'exclusion frappe d'abord les populations issues des migrations, la « laïcité » pouvant aussi se comprendre comme une forme particulière d'hégémonie nationale (p278). Le néolibéralisme clive la communauté des citoyens de catégories étanches, assignant certaines parties à l'immobilité forcée (p248). Le libéralisme réel repose sur l'intervention constante de l'Etat, notamment pour empêcher les échanges au sein de la société civile (p276). L'absence de réciprocité génère un « individualisme négatif », une catégorie de « parias » (p299). Dès lors la banlieue est une frontière, une « ligne de front » (p284), générant des mouvements qui cherchent plutôt « la scission » (p312). Ce que cherchaient les émeutiers c'est plus à faire la preuve de leur existence (p290) qu'à défendre une cause. Que faire pour transformer cette violence en un processus constructif ? Balibar n'a pas de recette (p315) mais insiste sur le fait que cette volonté de réduire la politique à la police nous concerne tous (p313).

L'ouvrage s'étend sur la question nationale, que Balibar, dans sa critique des thèses de Nicos Poulantzas, qualifie de « point aveugle » de la théorie marxiste, avec le manque d'une théorie de l'Etat capitaliste (p180). L'Etat national-social n'est réellement en place que dans les pays du centre impérialiste, son existence dépend des inégalités de développement, écart qui est aussi utilisé par certains capitalistes pour reprolétariser le Nord (P192). La solution ? Défendre le concept de « citoyenneté sociale » et en inventer d'autres (p195), car l'Etat national-social doit être vu comme étape. Aller plus loin passe par une réduction des écarts de niveaux de bien-être global (p196), une négociation des flux de migration, un pluralisme culturel et une reconnaissance des « différences éthiques anthropologiques ». Peut-on parler de « socialisme » ? Balibar hésite, tant le terme est devenu ambigu. En tout cas peut-on parler d'un renouvellement de l'idée de communisme (p198). Sa mise en oeuvre passe par la dimension proprement « politique » de l'action humaine, que Balibar discute au travers de la désobéissance civique chez Hannah Arendt, une critique du populisme d'Ernesto Laclau, dont il salue la réhabilitation de la notion de « peuple » mais juge qu'elle tourne à vide, plusieurs interventions sur la question des banlieues françaises et des révoltes qui les ont animées au cours de l'année 2006, et un texte discutant les notions de résistance, d'insurrection et d'insoumission, qui clôt le recueil. La dynamique émancipatrice de l'égaliberté culmine (provisoirement) dans la notion de « co-citoyenneté », dont Balibar estime qu'elle peut nommer un rapport social cosmopolitique qui éviterait tant l'extrême de « l'abolition des frontières » (p335), qui dans un monde comme le nôtre n'aurait vraisemblablement comme contre-partie que la gouvernementalité policière mondialisée, que la réduction du cosmopolitisme aux seuls migrants, la transnationalisation des droits subjectifs ayant évidemment aussi des conséquences sur les sédentaires (p335). Une démocratie ne peut être bâtie sans peuple pré-établi, une telle aporie ne peut être desserrée que par des revendications spécifiques porteuses d'universalité, telles que la négociation des flux migratoires.

En regard de la problématique du présent numéro de Mouvements, Balibar est important à deux titres. Tout d'abord il propose une analyse qui explicitement les deux dynamiques les plus marquantes de ces dernières années, à savoir l'aggravation de la situation sociale d'une partie grandissante de la population d'un côté et l'extraordinaire accroissement du pouvoir d'une minorité à l'autre extrême. Les deux phénomènes sont étroitement liés et c'est tout le propos de ce numéro d'essayer de le montrer. Ensuite Balibar lie égalité et liberté, avec une priorité donnée à la liberté, et c'est bien en ce sens que le numéro a été construit. Balibar montre de manière convaincante que les deux sont étroitement liés et que les théories qui pensent l'un sans penser l'autre sont aussi peu émancipatrices les unes que les autres.